

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1988-1989

23 FÉVRIER 1989

Projet de loi ratifiant l'arrêté royal du 24 juin 1988 portant codification de la loi communale sous l'intitulé « Nouvelle loi communale »

PROJET TRANSMIS
PAR LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS

Article 1^{er}

L'arrêté royal du 24 juin 1988 portant codification de la loi communale sous l'intitulé « Nouvelle loi communale » est ratifié.

Art. 2

Sont abrogés :

1) l'article 60 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités;

R. A 14680

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :

542 - 1988 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Rapport.
- N°s 3 et 4 : Amendements.

Annales de la Chambre des Représentants :

23 février 1989.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1988-1989

23 FEBRUARI 1989

Ontwerp van wet tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 24 juni 1988 tot codificatie van de gemeentewet onder het opschrift « Nieuwe gemeentewet »

ONTWERP OVERGEZONDEN DOOR DE
KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

Artikel 1

Het koninklijk besluit van 24 juni 1988 houdende codificatie van de gemeentewet onder het opschrift « Nieuwe gemeentewet » wordt bekrachtigd.

Art. 2

Opgeheven worden :

1) artikel 60 van het decreet van 14 december 1789 betreffende het instellen van de gemeentebesturen;

R. A 14680

Zie :

Gedr. St. van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

542 - 1988 :

- N° 1 : Ontwerp van wet.
- N° 2 : Verslag.
- N°s 3 en 4 : Amendementen.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

23 februari 1989.

2) dans le décret des 22 décembre 1789 - janvier 1790 relatif à la constitution des assemblées primaires et des assemblées administratives, à la section III, l'article 2, 1°;

3) dans le décret des 11 - 26 février 1790 relatif aux délibérations des assemblées représentatives, municipales et administratives, les mots « représentatives, municipales et »;

4) dans le décret des 15 - 28 mars 1790 relatif aux droits féodaux, modifié par la loi du 16 juin 1970, au titre II, l'article 19;

5) le décret des 20 - 23 juin 1790 qui autorise les villes, bourgs, villages et paroisses à qui les ci-devant seigneurs ont donné leurs noms de famille, à reprendre leurs noms anciens;

6) dans l'instruction de l'Assemblée nationale des 12 - 20 août 1790 concernant les fonctions des assemblées administratives, modifiée par les lois du 10 octobre 1967 et du 5 juillet 1976,

a) au chapitre premier, paragraphe premier, les alinéas 12, 13, 14 et 15,

b) au chapitre premier, paragraphe II, les alinéas 4 et 8,

c) au chapitre premier, paragraphe VIII, au 3, les alinéas 6 et 7,

d) le chapitre II,

e) au chapitre VI, les alinéas 6 à 12;

7) le décret des 14 - 24 novembre 1790 relatif à la suppression des ci-devant receveurs généraux et particuliers des finances, et à la nomination et au service des receveurs de district;

8) dans le décret des 26 juillet - 3 août 1791 relatif à la réquisition et à l'action de la force publique contre les attroupements, l'article 32;

9) le décret des 14 - 15 septembre 1792 portant que les municipalités ne pourront donner d'ordres, ni envoyer de commissaires, ni exercer aucune fonction, que dans leur territoire;

10) l'arrêté du Directoire exécutif du 24 brumaire an V portant suppression des anciennes impositions, tant directes qu'indirectes, établies par le gouvernement autrichien dans les départements réunis par la loi du 9 vendémiaire an IV;

11) l'arrêté du Directoire exécutif du 17 pluviôse an V, qui prescrit les règles à suivre dans les correspondances respectives des agents municipaux et les administrations municipales et départementales ;

12) les articles 4 et 5 de la loi du 21 prairial an V relative à la circulation des grains dans l'intérieur de la République;

13) les articles 5, 7, 9 à 12, 18 à 69 de la loi du 11 frimaire an VII qui détermine le mode administratif de recettes et dépenses départementales, municipales et communales ;

14) l'arrêté du 4 thermidor an X relatif à une convocation extraordinaire des conseils municipaux ;

2) in het decreet van 22 december 1789 - januari 1790 « relatif à la constitution des assemblées primaires et assemblées administratives », in afdeling III, artikel 2, 1°;

3) in het decreet van 11 - 26 februari 1790 « relatif aux délibérations des assemblées représentatives, municipales et administratives », de woorden « représentatives, municipales et »;

4) in het decreet van 15 - 28 maart 1790 « relatif aux droits féodaux », gewijzigd bij de wet van 16 juni 1970, in titel II, artikel 19;

5) het decreet van 20 - 23 juni 1790 « qui autorise les villes, bourgs, villages et paroisses à qui les ci-devant seigneurs ont donné leurs noms de famille, à reprendre leurs noms anciens »;

6) in het voorschrift van 12 - 20 augustus 1790 van de « Assemblée nationale » betreffende de ambtsbezigheden van de administratieve vergaderingen, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967 en 5 juli 1976,

a) in hoofdstuk I, paragraaf I, de leden 12, 13, 14 en 15,

b) in hoofdstuk I, paragraaf II, de leden 4 en 8,

c) in hoofdstuk I, paragraaf VIII, in de bepaling onder 3, de leden 6 en 7,

d) hoofdstuk II,

e) in hoofdstuk VI, de leden 6 tot 12;

7) het decreet van 14 - 24 november 1790 « relatif à la suppression des ci-devant receveurs généraux et particuliers des finances, et à la nomination et au service des receveurs de district »;

8) in het decreet van 26 juli - 3 augustus 1791 « relatif à la réquisition et à l'action de la force publique contre les attroupements », artikel 32;

9) het decreet van 14 - 15 september 1792 « portant que les municipalités ne pourront donner d'ordres, ni envoyer de commissaires, ni exercer aucune fonction, que dans leur territoire »;

10) het besluit van het « Directoire exécutif » van 24 brumaire jaar V « portant suppression des anciennes impositions, tant directes qu'indirectes, établies par le gouvernement autrichien dans les départements réunis par la loi du 9 vendémiaire an IV »;

11) het besluit van het « Directoire exécutif » van 17 pluviôse jaar V « qui prescrit les règles à suivre dans les correspondances respectives des agents municipaux et les administrations municipales et départementales »;

12) de artikelen 4 en 5 van de wet van 21 prairial jaar V « relative à la circulation des grains dans l'intérieur de la République »;

13) de artikelen 5, 7, 9 tot 12, 18 tot 69 van de wet van 11 frimaire jaar VII « qui détermine le mode administratif de recettes et dépenses départementales, municipales et communales »;

14) het besluit van 4 thermidor jaar X « relatif à une convocation extraordinaire des conseils municipaux »;

15) l'avis du Conseil d'Etat du 26 août 1806 sur la correspondance des magistrats de l'ordre judiciaire avec les maires et les commissaires de police;

16) l'avis du Conseil d'Etat du 2 juillet 1807 sur les extraits des registres de l'état civil délivrés par des employés des mairies qualifiés de secrétaires;

17) l'avis du Conseil d'Etat du 18 août 1807 sur les rentes pour concession des bancs sous les halles;

18) l'arrêté royal du 18 juin 1815 relatif aux actions judiciaires contre les communes;

19) l'arrêté royal du 9 octobre 1816 sur les mesures à prendre à l'égard de ceux qui sont dépourvus de passeports;

20) l'arrêté royal du 8 avril 1818 relatif à la non-obligation pour les autorités chargées de la nomination des receveurs locaux, de choisir pour ces fonctions les receveurs des contributions directes;

21) l'arrêté royal du 28 septembre 1818 relatif aux cautionnements des receveurs communaux;

22) l'arrêté royal du 23 octobre 1818 déclarant qu'il est dans les attributions des autorités locales d'établir des dispositions particulières de police;

23) l'arrêté royal du 9 avril 1819 relatif à l'établissement et à la perception des divers droits ou taxes municipales;

24) l'arrêté royal du 25 janvier 1826 portant dispositions au sujet de la taxe du pain, modifié par la loi du 16 juin 1970;

25) l'arrêté royal du 14 septembre 1826 concernant la répression du vagabondage dans le plat pays;

26) l'arrêté royal du 26 janvier 1829 qui prescrit de régler la taxe du pain par semaine;

27) la loi communale du 30 mars 1836, modifiée par les lois des 30 juin 1842, 1^{er} juillet 1860, 30 juin 1865, 18 mai 1872, 7 mai 1877, 20 septembre 1884, 30 décembre 1887, 30 juillet 1903, 30 avril 1905, 20 février 1921, 18 octobre 1921, 30 janvier 1924, 1^{er} août 1924, 22 juillet 1932, par l'arrêté royal du 14 août 1933, par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934, par l'arrêté royal n° 124 du 27 février 1935, par l'arrêté royal n° 24 du 26 juillet 1939, par les lois des 22 décembre 1953, 3 juin 1957, 12 juillet 1958, 14 février 1961, 27 juin 1961, 27 juillet 1961, 4 décembre 1961, 29 mars 1962, 27 juin 1962, 10 octobre 1967, 25 juin 1969, 29 juin 1970, 9 juillet 1970, 12 mai 1975, 27 mai 1975, 30 mars 1976, 29 juin 1976, 14 juillet 1976, 16 décembre 1976, 1^{er} mars 1977, 23 juin 1980, 28 juillet 1981, 1^{er} juin 1982, 16 juin 1982, 17 juin 1982, 13 juillet 1983, 14 juillet 1983, 20 juin 1984, 3 décembre 1984, 11 février 1986, 5 août 1986, 8 décembre 1986, 23 décembre 1986, 2 juin 1987 et 6 novembre 1987, à l'exception des dispositions relatives à l'organisation de la tutelle

15) het advies van de « Conseil d'Etat » van 26 augustus 1806 « sur la correspondance des magistrats de l'ordre judiciaire avec les maires et les commissaires de police »;

16) het advies van de « Conseil d'Etat » van 2 juli 1807 « sur les extraits des registres de l'état civil délivrés par des employés des mairies qualifiés de secrétaires »;

17) het advies van de « Conseil d'Etat » van 18 augustus 1807 « sur les rentes pour concession des bancs sous les halles »;

18) het koninklijk besluit van 18 juni 1815 « relatif aux actions judiciaires contre les communes »;

19) het koninklijk besluit van 9 oktober 1816 « sur les mesures à prendre à l'égard de ceux qui sont dépourvus de passeports »;

20) het koninklijk besluit van 8 april 1818 « relatif à la non-obligation pour les autorités chargées de la nomination des receveurs locaux, de choisir pour ces fonctions les receveurs des contributions directes »;

21) het koninklijk besluit van 28 september 1818 « relatif aux cautionnements des receveurs communaux »;

22) het koninklijk besluit van 23 oktober 1818 « déclarant qu'il est dans les attributions des autorités locales d'établir des dispositions particulières de police »;

23) het koninklijk besluit van 9 april 1819 « relatif à l'établissement et à la perception des divers droits ou taxes municipales »;

24) het koninklijk besluit van 25 januari 1826 houdende de bepalingen over de zetting van het brood, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1970;

25) het koninklijk besluit van 14 september 1826 « concernant la répression du vagabondage dans le plat pays »;

26) het koninklijk besluit van 26 januari 1829 « qui prescrit de régler la taxe du pain par semaine »;

27) de gemeentewet van 30 maart 1836, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1842, 1 juli 1860, 30 juni 1865, 18 mei 1872, 7 mei 1877, 20 september 1884, 30 december 1887, 30 juli 1903, 30 april 1905, 20 februari 1921, 18 oktober 1921, 30 januari 1924, 1 augustus 1924, 22 juli 1932, bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1933, bij het koninklijk besluit n° 33 van 10 november 1934, bij het koninklijk besluit n° 124 van 27 februari 1935, bij het koninklijk besluit n° 24 van 26 juli 1939, bij de wetten van 22 december 1953, 3 juni 1957, 12 juli 1958, 14 februari 1961, 27 juni 1961, 27 juli 1961, 4 december 1961, 29 maart 1962, 27 juni 1962, 10 oktober 1967, 25 juni 1969, 29 juni 1970, 9 juli 1970, 12 mei 1975, 27 mei 1975, 30 maart 1976, 29 juni 1976, 14 juli 1976, 16 december 1976, 1 maart 1977, 23 juni 1980, 28 juli 1981, 1 juni 1982, 16 juni 1982, 17 juni 1982, 13 juli 1983, 14 juli 1983, 20 juni 1984, 3 december 1984, 11 februari 1986, 5 augustus 1986, 8 december 1986, 23 december 1986, 2 juni 1987 en 6 november 1987, met uitzondering van de bepalingen betreffende de

administrative, dans la mesure toutefois où l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles le requiert, pour ce qui concerne les communes non visées à l'article 7, alinéa 2, de la même loi spéciale;

28) l'arrêté royal du 15 octobre 1838 dérogeant à l'article 4 du décret du 11 juin 1806 sur les gardes champêtres;

29) dans la mesure où ils s'appliquent aux communes, les articles 1^{er} et 2 de la loi du 1^{er} juillet 1860 modifiant la loi provinciale et la loi communale en ce qui concerne le serment;

30) l'article 4 de la loi du 26 mai 1882 portant révision du tableau de classification des communes;

31) l'article 59*bis* du Code rural, y inséré par la loi du 30 janvier 1924;

32) les articles 1^{er}, 5 et 7 de la loi du 27 août 1921 concernant l'exercice, par les femmes, des fonctions de bourgmestre, d'échevin, de secrétaire ou de receveur communal;

33) dans la mesure où il s'applique aux communes, l'article 7 de la loi du 21 décembre 1927 relative aux commis de carrière, employés techniciens, agents de police et généralement à tous les préposés des communes et des administrations subordonnées, à l'exception des dispositions relatives à l'organisation de la tutelle administrative, dans la mesure toutefois où l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles le requiert, pour ce qui concerne les communes non visées à l'article 7, alinéa 2, de la même loi spéciale;

34) dans la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932 :

a) l'article 67, modifié par les lois des 29 juin 1970, 5 juillet 1976 et 17 juillet 1985;

b) l'article 68, modifié par les lois des 26 juin 1970, 13 juillet 1970, 5 juillet 1976 et 15 juillet 1982;

c) l'article 69;

d) l'article 70, remplacé par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934;

e) l'article 71;

f) l'article 72;

g) l'article 73, remplacé par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

h) l'article 78;

i) l'article 79;

j) l'article 80, remplacé par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

k) l'article 81, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

l) l'article 82, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

m) l'article 83;

35) dans la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal :

a) l'article 1^{er}, modifié par les lois des 20 mai 1949 et 29 juin 1976;

organisatie van het administratief toezicht, in de mate evenwel dat artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen het vereist, voor wat de gemeenten betreft die niet worden vermeld in artikel 7, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet;

28) het koninklijk besluit van 15 oktober 1838 houdende afwijking van artikel 4 van het decreet van 11 juni 1806 op de veldwachters;

29) in zoverre zij van toepassing zijn op de gemeenten, de artikelen 1 en 2 van de wet van 1 juli 1860 tot wijziging van de provinciewet en de gemeentewet wat de eed betreft;

30) artikel 4 van de wet van 26 mei 1882 houdende herziening van de tabel van rangschikking der gemeenten;

31) artikel 59*bis* van het Veldwetboek, ingevoegd bij de wet van 30 januari 1924;

32) de artikelen 1, 5 en 7 van de wet van 27 augustus 1921 betreffende het uitoefenen van het ambt van burgemeester, schepen, gemeentesecretaris of -ontvanger door de vrouwen;

33) in zoverre het van toepassing is op de gemeenten, artikel 7 van de wet van 21 december 1927 betreffende de beroepsklerken, technische bedienden, politieagenten en in 't algemeen al de aangestelden der gemeenten en der daarvan afhangende besturen, met uitzondering van de bepalingen betreffende de organisatie van het administratief toezicht, in de mate evenwel dat artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen het vereist, voor wat de gemeenten betreft die niet worden vermeld in artikel 7, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet;

34) in de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932 :

a) artikel 67, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1970, 5 juli 1976 en 17 juli 1985;

b) artikel 68, gewijzigd bij de wetten van 26 juni 1970, 13 juli 1970, 5 juli 1976 en 15 juli 1982;

c) artikel 69;

d) artikel 70, vervangen bij het koninklijk besluit n° 33 van 10 november 1934;

e) artikel 71;

f) artikel 72;

g) artikel 73, vervangen bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948;

h) artikel 78;

i) artikel 79;

j) artikel 80, vervangen bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948;

k) artikel 81, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948;

l) artikel 82, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948;

m) artikel 83;

35) in de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel :

a) artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1949 en 29 juni 1976;

b) l'article 3, remplacé par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986 et modifié par l'arrêté royal n° 520 du 31 mars 1987;

c) l'article 5, modifié par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986;

d) l'article 6, remplacé par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986;

e) l'article 8, remplacé par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986;

f) l'article 9, modifié par la loi du 24 décembre 1948, par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986 et par l'arrêté royal n° 520 du 31 mars 1987;

g) l'article 10, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936, par la loi du 29 juin 1976, par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986 et par l'arrêté royal n° 520 du 31 mars 1987;

h) l'article 10*bis*, y inséré par la loi du 20 mai 1949 et modifié par la loi du 5 juillet 1986 et par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986;

i) l'article 11, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986, en tant qu'il concerne les commissaires de brigades;

j) l'article 12, remplacé par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986;

36) l'arrêté-loi du 23 décembre 1946 portant création d'une place de secrétaire adjoint dans les communes de plus de 125 000 habitants, à l'exception des dispositions relatives à l'organisation de la tutelle administrative, dans la mesure toutefois où l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles le requiert, pour ce qui concerne les communes non visées à l'article 7, alinéa 2, de la même loi spéciale;

37) l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 21 août 1948 supprimant la réglementation officielle de la prostitution;

38) dans la mesure où ils s'appliquent aux communes, l'article 71, § 1^{er}, remplacé par la loi du 27 juillet 1961 et l'article 72, modifié par la loi du 27 juillet 1961, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, à l'exception des dispositions relatives à l'organisation de la tutelle administrative, dans la mesure toutefois où l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles le requiert, pour ce qui concerne les communes non visées à l'article 7, alinéa 2, de la même loi spéciale;

39) dans la mesure où il s'applique aux communes, l'article 9 de la loi du 27 juillet 1961 modifiant certaines dispositions du titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et rapportant la loi du 28 février 1961 complétant l'article 75 de la loi communale;

b) artikel 3, vervangen bij het koninklijk besluit n° 491 van 31 december 1986 en gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 520 van 31 maart 1987;

c) artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 491 van 31 december 1986;

d) artikel 6, vervangen bij het koninklijk besluit n° 491 van 31 december 1986;

e) artikel 8, vervangen bij het koninklijk besluit n° 491 van 31 december 1986;

f) artikel 9, gewijzigd bij de wet van 24 december 1948, bij het koninklijk besluit n° 491 van 31 december 1986 en bij het koninklijk besluit n° 520 van 31 maart 1987;

g) artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 281 van 31 maart 1936, bij de wet van 29 juni 1976, bij het koninklijk besluit n° 491 van 31 december 1986 en bij het koninklijk besluit n° 520 van 31 maart 1987;

h) artikel 10*bis*, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1949 en gewijzigd bij de wet van 5 juli 1986 en bij het koninklijk besluit n° 491 van 31 december 1986;

i) artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 281 van 31 maart 1936 en bij het koninklijk besluit n° 491 van 31 december 1986, in zoverre het betrekking heeft op de brigadecommissarissen;

j) artikel 12, vervangen bij het koninklijk besluit n° 491 van 31 december 1986;

36) de besluitwet van 23 december 1946 tot instelling van een betrekking van adjunct-secretaris in de gemeenten met meer dan 125 000 inwoners, met uitzondering van de bepalingen betreffende de organisatie van het administratief toezicht, in de mate evenwel dat artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen het vereist, voor wat de gemeenten betreft die niet worden vermeld in artikel 7, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet;

37) artikel 1, tweede lid, van de wet van 21 augustus 1948 tot afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie;

38) in zoverre zij van toepassing zijn op de gemeenten, artikel 71, § 1, vervangen bij de wet van 27 juli 1961, en artikel 72, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1961, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, met uitzondering van de bepalingen betreffende de organisatie van het administratief toezicht, in de mate evenwel dat artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen het vereist, voor wat de gemeenten betreft die niet worden vermeld in artikel 7, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet;

39) in zoverre het van toepassing is op de gemeenten, artikel 9 van de wet van 27 juli 1961 tot wijziging van sommige bepalingen van titel IV van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en tot intrekking van de wet van 28 februari 1961 houdende aanvulling van artikel 75 van de gemeentewet;

40) dans la mesure où il s'applique aux communes, l'article 11 de la loi du 29 juin 1976 modifiant certaines dispositions de la loi communale, du Code rural, de la législation sur le régime de pensions du personnel communal et assimilé et réglant certaines conséquences des fusions, annexions et rectifications des limites des communes réalisées par la loi du 30 décembre 1975;

41) dans la mesure où il s'applique aux communes, l'arrêté royal n° 110 du 13 décembre 1982 imposant l'équilibre budgétaire aux provinces, aux communes et aux agglomérations et fédérations de communes, modifié par l'arrêté royal n° 145 du 30 décembre 1982, à l'exception des dispositions relatives à l'organisation de la tutelle administrative, dans la mesure toutefois où l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles le requiert, pour ce qui concerne les communes non visées à l'article 7, alinéa 2, de la même loi spéciale.

Art. 3

Dans l'article 11, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, les mots « Les dispositions qui précèdent » sont remplacés par les mots « Les articles 157 à 166 de la nouvelle loi communale ».

Art. 4

Dans l'article 47bis, inséré dans la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, par la loi du 4 juin 1976, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les articles 156 à 168 de la nouvelle loi communale sont applicables aux membres du personnel des agglomérations et des fédérations de communes ainsi qu'à leurs ayants droit ».

Art. 5

Dans l'article 37 de la loi du 29 juin 1976 modifiant certaines dispositions de la loi communale, du Code rural, de la législation sur le régime de pensions du personnel communal et assimilé et réglant certaines conséquences des fusions, annexions et rectifications des limites des communes réalisées par la loi du 30 décembre 1975, les mots « conformément aux dispositions de la loi du 25 avril 1933 relative à la pension des agents communaux et des dispositions législatives qui la modifient » sont remplacés par les

40) in zoverre het van toepassing is op de gemeenten, artikel 11 van de wet van 29 juni 1976 tot wijziging van sommige bepalingen van de gemeentewet, het Veldwetboek, de wetgeving op de pensioenregeling van het gemeentepersoneel en het daarmee gelijkgestelde personeel en tot regeling van sommige gevolgen van de samenvoegingen, aanhechtingen en wijzigingen van grenzen van gemeenten verwezenlijkt door de wet van 30 december 1975;

41) in zoverre het van toepassing is op de gemeenten, het koninklijk besluit n° 110 van 13 december 1982 waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de provincies, aan de gemeenten en aan de agglomeraties en federaties van gemeenten, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 145 van 30 december 1982, met uitzondering van de bepalingen betreffende de organisatie van het administratief toezicht, in de mate evenwel dat artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen het vereist, voor wat de gemeenten betreft die niet worden vermeld in artikel 7, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet.

Art. 3

In artikel 11, eerste lid, van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, worden de woorden « Bovenstaande bepalingen » vervangen door de woorden « De artikelen 157 tot 166 van de nieuwe gemeentewet ».

Art. 4

In artikel 47bis, in de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten ingevoegd bij de wet van 4 juni 1976, wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De artikelen 156 tot 168 van de nieuwe gemeentewet zijn van toepassing op de personeelsleden van de agglomeraties en federaties van gemeenten en op hun rechtverkrijgenden ».

Art. 5

In artikel 37 van de wet van 29 juni 1976 tot wijziging van sommige bepalingen van de gemeentewet, het Veldwetboek, de wetgeving op de pensioenregeling van het gemeentepersoneel en het daarmee gelijkgestelde personeel en tot regeling van sommige gevolgen van de samenvoegingen, aanhechtingen en wijzigingen van grenzen van gemeenten verwezenlijkt door de wet van 30 december 1975, worden de woorden « overeenkomstig de bepalingen van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van

mots « conformément aux articles 156 à 168 de la nouvelle loi communale ».

Art. 6

Le Roi peut modifier les dispositions législatives existantes pour les mettre en concordance avec la nouvelle loi communale.

Il peut modifier la nouvelle loi communale pour la mettre en concordance avec les dispositions législatives qui la modifieraient implicitement.

Art. 7

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juin 1989, à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 février 1989.

*Le Président
de la Chambre des Représentants,*

Ch.-F. NOTHOMB.

Les Secrétaires,

A. GEHLEN.
Y. HARMEGNIES.

het gemeentepersoneel en de wettelijke bepalingen tot wijziging ervan » vervangen door de woorden « overeenkomstig de artikelen 156 tot 168 van de nieuwe gemeentewet ».

Art. 6

De Koning kan de bestaande wetsbepalingen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe gemeentewet.

Hij kan de nieuwe gemeentewet wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de wetsbepalingen waardoor zij impliciet zou worden gewijzigd.

Art. 7

Deze wet treedt in werking op 1 juni 1989, met uitzondering van artikel 6 dat in werking treedt de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 23 februari 1989.

*De Voorzitter van de
Kamer van Volksvertegenwoordigers,*

Ch.-F. NOTHOMB.

De Secretarissen,

A. GEHLEN.
Y. HARMEGNIES.